

RÉSOLUTION N° 545

RENFORCEMENT DE L'ALLIANCE CONTINENTALE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le CONSEIL INTERAMÉRICAIN DE L'AGRICULTURE (le Conseil), à sa Vingt-deuxième réunion ordinaire,

VU :

Le document d'information IICA/JIA/DI-02 (23), "L'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable",

CONSIDÉRANT :

Qu'au cours des dernières années les États membres de l'Institut interaméricain de coopération pour l'Agriculture (IICA) ont forgé de solides consensus devant les grands défis du programme mondial et qu'afin de les relever, l'agriculture continentale joue un rôle stratégique, notamment pour garantir la sécurité alimentaire mondiale et parvenir au développement durable ;

Que les consensus dégagés ont permis de présenter au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, tenu à New York en 2021, une position commune à partir de la perspective des pays des Amériques fondée sur les seize messages approuvés par la résolution IICA/JIA/Res. 531 (XXI-O/21) ;

Qu'au IXème Sommet des Amériques, tenu à Los Angeles en 2022, le directeur général de l'Institut avait présenté une "proposition pour l'action collective continentale pour lutter contre l'insécurité alimentaire et assurer le développement durable", accueillie favorablement par les Chefs d'État et de gouvernement présents à ce sommet ;

Que, dans le même esprit, le message des ministères et secrétariats chargés de l'agriculture et de l'élevage des Amériques a été porté à la Vingt-septième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27), organisée à Sharm-El-Sheikh, en Égypte en 2022, pendant laquelle l'IICA avait installé le pavillon "Maison de l'agriculture durable des Amériques" ;

Que la direction générale de l'Institut a organisé une série d'événements techniques sur des thèmes stratégiques comme les biocarburants, l'agriculture numérique, la science, la technologie et l'innovation, la bioéconomie appliquée, l'agriculture familiale et le commerce et l'intégration, entre autres questions cruciales pour l'agriculture de l'avenir, et auxquels ont participé plusieurs parties intéressées des secteurs public, privé, universitaire et scientifique ;

Que l'action collective permet aux pays d'œuvrer ensemble pour apporter des solutions aux problèmes communs, en complétant les capacités nationales, en consolidant la position régionale, en adaptant les ressources disponibles et en articulant les efforts auprès des acteurs publics, privés et de la société civile, ainsi que des organismes internationaux ; et

Qu'à la Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques de 2023 (la Conférence), les États membres de l'IICA sont convenus de la nécessité de progresser dans le renforcement d'une alliance continentale, afin de consolider et de systématiser les efforts collectifs des gouvernements et des sociétés civiles des pays des Amériques en faveur de la sécurité alimentaire et du développement durable,

DÉCIDE :

1. D'exprimer son soutien total à la construction de l'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable, ainsi que de charger le directeur général de l'Institut d'élargir et d'approfondir les actions nécessaires en vue de sa consolidation, en consultation et en coordination avec les États membres, en incluant la plus grande quantité possible d'acteurs liés au secteur agroalimentaire.
2. D'établir les principes stratégiques suivants pour l'action collective :
 - a) Les systèmes agroalimentaires peuvent et doivent être consolidés. Au cours des dernières décennies, ils ont démontré leur capacité et leur performance à relever les défis de chaque époque ; par conséquent, nous affirmons catégoriquement qu'ils ne sont pas des systèmes infructueux ;
 - b) L'agriculture, par son poids dans les économies nationales, sa participation considérable à la sécurité alimentaire mondiale par le commerce et sa capacité endogène à atténuer les changements climatiques, fait nécessairement partie de la solution ;
 - c) La science et la technologie sont de grands instruments transformateurs de notre époque et forment la base des éventuelles solutions ; et
 - d) Les agriculteurs sont des acteurs centraux dans les transformations à mettre en œuvre, car personne d'autre ne peut contribuer à une gestion des ressources plus durable et plus résiliente.
3. De demander à l'IICA de renforcer, dans le cadre de son Plan à moyen terme 2022-2026, ses services de coopération technique dans les domaines et actions concrètes identifiés par la Conférence, comme le prévoit l'annexe de cette résolution.
4. Prier les gouvernements des États membres de l'Institut d'entreprendre et de consolider les actions dans les domaines identifiés par la Conférence, conformément aux règlements, aux structures institutionnelles et aux politiques publiques nationales en vigueur dans chacun d'entre eux.

ANNEXE

1. La bioéconomie comme stratégie convergente au Programme 2030

- a) Mise en marche du **Réseau latinoaméricain de bioéconomie**, comme mécanisme pour l'échange de connaissances et la construction de partenariats pour la promotion des capacités, les innovations technologiques, les politiques publiques, les services d'accompagnement et les entreprises de bioéconomie dans la région.
- b) Consolidation de la **Coalition panaméricaine de biocarburants liquides (CPBIO)** qui cherche à promouvoir la production et la consommation durables des biocarburants liquides, à articuler une communication efficace sur la question et à réussir à bien représenter le secteur dans les espaces internationaux pertinents.
- c) Mise en marche d'une **Plateforme continentale** visant à promouvoir et encourager l'adoption et l'utilisation des **biocarburants** dans la région, grâce à la gestion des innovations et des connaissances, à la coopération Sud-Sud et à la promotion de systèmes normatifs plus efficaces et plus convergents entre les pays.

2. La science, la technologie et l'innovation, y compris l'agriculture numérique

- a) Ajuster les priorités de recherche, **en identifiant les nouveaux biens publics technologiques** et en élaborant des programmes de travail et de recherche prospectifs et stratégiques, convenus entre les institutions publiques nationales (INIA) et les organismes internationaux (comme le CGIAR), ainsi que dans les forums mondiaux.
- b) **Moderniser et consolider l'organisation institutionnelle de STI**, en ciblant les actions sur la souplesse collective, la coordination avec le secteur privé et les mécanismes de financement, afin de les adapter à l'ampleur des défis.
- c) **Concevoir des cadres de politiques publiques** pour la science et la technologie qui encouragent un écosystème favorable au secteur privé et cohérent avec la modernisation nécessaire des systèmes agroalimentaires de la région.
- d) Renforcer les mécanismes collaboratifs existants (comme le PROCISUR et le PROCINORTE) et **mettre en œuvre de nouvelles plateformes de coopération réciproque** pour accéder aux technologies de pointe, au développement stratégique de l'Amazonie et consolider la situation de l'innovation dans les plus petits pays de la zone tropicale et des Caraïbes.

2.1. La numérisation agroalimentaire

- e) La consolidation du **Réseau d'Agtechs** avec des acteurs pertinents de la numérisation. C'est à partir de ce réseau que des actions ont commencé à être proposées aux pays pour promouvoir le développement d'écosystèmes d'innovation numérique.
- f) Le développement d'une **Plateforme de politique agricole numérique**, qui relève et analyse les politiques pour promouvoir le développement et l'incorporation de technologies numériques, et crée des espaces de dialogue et de collaboration entre pays pour la mise en œuvre d'une nouvelle génération de politiques publiques orientées dans ce but.
- g) La construction d'un **Répertoire de solutions numériques et de bonnes pratiques pour la**

numérisation agroalimentaire, avec une remise à jour permanente pour faciliter l'identification et l'incorporation des choix les plus appropriés pour les défis des agriculteurs des Amériques.

3. Le commerce international comme levier des systèmes agroalimentaires

- a) Consolider le **réseau de négociateurs agricoles près l'OMC** encouragé par l'IICA et l'IFPRI pour renforcer le système multilatéral du commerce face aux nouveaux défis du commerce agroalimentaire, en favorisant une plus forte participation des pays de la région aux forums multilatéraux de l'OMC et en élaborant des positions régionales communes de négociation susceptibles de favoriser un commerce international ouvert, transparent et prévisible.
- b) Encourager les **efforts communs entre les pays** pour affronter l'apparition de règles, réglementations et actions qui **menacent de restreindre le commerce agroalimentaire** des pays de la région, par l'action coordonnée avec des partenaires stratégiques pour créer des preuves, renforcer les capacités des acteurs pertinents et créer des réseaux et des espaces de dialogue.
- c) Contribuer à l'accroissement du **commerce intrarégional** à partir d'une meilleure **utilisation des accords commerciaux en vigueur** et de l'articulation avec les mécanismes et autres institutions de promotion de l'intégration dans la région, comme c'est le cas de l'Association latinoaméricaine d'intégration (ALADI), pour avancer dans la réduction des barrières non tarifaires, la convergence des règles et la facilitation du commerce. Favoriser des actions susceptibles d'encourager les liens de la part des entreprises et des organisations de producteurs, en particulier à petite et moyenne échelle.

4. Action et financement climatique en mettant l'accent sur la capacité de l'agriculture à relever les défis de manière positive

- a) **Faciliter la participation plus active et informée du secteur agricole aux débats sur le climat.** Par exemple, à partir du soutien et de la coordination des négociateurs climatiques liés à l'agriculture dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ; et renforcer le rôle de l'agriculture dans la mise en œuvre des CDN et des plans nationaux d'adaptation (PNA).
- b) Promouvoir des actions **pour augmenter l'accès du secteur agricole au financement climatique de différents types**, y compris le financement privé, et les options comme les marchés volontaires du carbone, les fonds verts et les garanties, entre autres, qui impliquent le renforcement des capacités et le développement de cadres institutionnels de haute intégrité, transparence et inclusivité.
- c) **Encourager et faciliter la participation de l'agriculture des Amériques à la CCNUCC** et en particulier les conférences des parties (COP) par le biais du Pavillon Maison de l'agriculture durable des Amériques.
- d) L'IICA développe l'**Initiative des Sols vivants des Amériques** et l'**Initiative continentale Eau et agriculture**, orientées vers l'amélioration de la santé des sols et la gestion intégrée de l'eau.

5. Une seule santé comme stratégie de sécurité sanitaire agricole dans les systèmes agroalimentaires

- a) Former un **Groupe de travail permanent sur Une seule santé**, composé de représentants des pays et des agences, qui permette une collaboration continue et coordonnée pour la **mise en pratique d' "Une seule santé" dans la région**.
- b) Développer une **Plateforme continentale autour d'Une seule santé**, axée sur le partage et la systématisation des expériences réussies, les pratiques exemplaires et les enseignements tirés de la mise en pratique de l'approche "Une seule santé" dans les pays des Amériques, qui servent de modèles et de lignes directrices pour les facteurs déterminants du succès et des enjeux.

6. L'agriculture familiale et le développement rural inclusif

- a) **Institutionnaliser un mécanisme d'échange** avec la représentativité des acteurs clés de la petite agriculture **pour concevoir et évaluer une nouvelle génération de politiques publiques**, les investissements nécessaires et leur financement.
- b) Appuyer la mise au point, par les pays, d'**initiatives régionales qui relient les politiques et les actions en matière de climat** afin de contribuer ainsi à la viabilité de leurs unités de production face aux défis engendrés par les dérèglements climatiques.
- c) Promouvoir la modernisation de l'AF en matière de production, gestion, commercialisation et marketing de leurs produits par le biais du "**Centre de compétences pour la transformation numérique coopérative**". Ce centre permet d'aider les entreprises associatives et coopératives à collecter des informations stratégiques, les transmettre, les systématiser et les analyser, afin d'améliorer l'efficacité de leurs services aux partenaires.

7. L'équité et l'égalité pour ne laisser personne de côté

- a) **Consolider le Forum permanent des femmes ministres, vice-ministres et hauts fonctionnaires de l'Agriculture dans les Amériques** pour promouvoir des politiques et des actions visant à réduire les écarts de genre et à favoriser l'inclusion des femmes rurales dans des conditions d'égalité. Le secrétariat du Forum permanent est fixé par le Programme continental d'équité de genre et de la jeunesse de l'IICA.
- b) **Encourager la participation des femmes rurales aux conférences continentales et régionales afin de favoriser l'inclusion de leurs droits dans le programme international**. C'est le cas du Bureau ibéroaméricain de la Commission interaméricaine des femmes (CIM) dans le cadre de la Déclaration pour les droits de toutes les femmes, adolescentes et fillettes en milieu rural dans les Amériques, la Conférence régionale sur la femme d'Amérique Latine et des Caraïbes (CEPAL et ONU Femmes) et le suivi des Conférences mondiales sur la femme (Nations Unies), entre autres.
- c) **Consolider les plateformes continentales des femmes rurales et de la communauté continentale des jeunes rurales**, afin de créer des opportunités concrètes pour les femmes et les jeunes dans les systèmes agroalimentaires, grâce aux échanges, à l'apprentissage et à la création de réseaux pour la région.
- d) **Continuer de consolider et de promouvoir des actions avec la jeunesse rurale des Amériques** afin d'intensifier leur leadership dans l'agriculture par des initiatives comme celles qui ont été mises au point dans le cadre de l'IICA aux portes ouvertes (FabLab et

CIMAG) et d'autres actions avec des partenaires stratégiques ayant une incidence sur les systèmes agroalimentaires, comme Next Gen Ag Impact Network (NGIN), Young Americas Business Trust (YABT), I4Nature, 4H, entre autres.

L'IICA devra aussi consolider les mécanismes de soutien comme l'**Observatoire des politiques publiques pour les systèmes agroalimentaires (OPSAA)**, l'**École des leaders pour la transformation des systèmes agroalimentaires des Amériques (ELTSA)**; ainsi que créer un **Fonds continental pour la résilience et la pérennité de l'agriculture des Amériques**, qui viserait à faciliter la participation aux actions collectives des pays les plus petits et à moindre capacité économique.

Pour mettre en œuvre les stratégies et les actions susmentionnées, il est nécessaire que le secteur public, le secteur privé, les organisations de la société civile et d'autres organismes internationaux travaillent de manière articulée.